

**Entre invisibilité et valeur : Perceptions des Experts-comptables marocains
sur la valorisation et mesure du capital immatériel dans les états de
synthèse**

**Intellectual Capital Between Invisibility and Value: Moroccan accountants'
perceptions of its valuation and measurement in financial statements**

LAKHDARI Kaoutar

Doctorante en sciences de gestion

Faculté des Sciences Juridiques Economique et Sociales

Université Cadi Ayyad - Maroc

Laboratoire Interdisciplinaire de Recherches et d'Etudes en Management des Organisations et Droit de
l'Entreprise LIRE-MD

Grine Abdelhadi

Professeur de l'enseignement supérieur

Faculté des Sciences Juridiques Economique et Sociales

Université Cadi Ayyad - Maroc

Laboratoire Interdisciplinaire de Recherches et d'Etudes en Management des Organisations et Droit de
l'Entreprise LIRE-MD

Date de soumission : 03/02/2026

Date d'acceptation : 11/03/2026

Pour citer cet article :

Lakhdari. K & Grine. A. (2026) « Entre invisibilité et valeur : Perceptions des Experts-comptables marocains sur la valorisation et mesure du capital immatériel dans les états de synthèse », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 3 » pp : 301- 329.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Le capital immatériel constitue aujourd'hui un déterminant essentiel de la performance et de la création de valeur des entreprises. Toutefois, sa reconnaissance et sa valorisation dans les états de synthèse restent limitées en raison des contraintes normatives et des difficultés de mesure. Cette étude vise à analyser la perception des experts comptables, directeurs administratifs et financiers et auditeurs quant aux enjeux liés à la valorisation et à la mesure du capital immatériel. Une approche qualitative exploratoire a été adoptée à travers la conduite de dix entretiens semi-directifs. Les données ont été traitées par analyse thématique afin d'identifier les convergences et divergences dans les discours professionnels. Les résultats mettent en évidence une reconnaissance de l'importance stratégique du capital immatériel, mais également une prudence marquée face à son intégration comptable, principalement en raison de l'incertitude, du manque de fiabilité des méthodes d'évaluation et du cadre normatif restrictif. Un décalage significatif entre la valeur économique perçue et la valeur comptable déclarée est également souligné. Cette recherche apporte un éclairage empirique sur les limites actuelles des rapports financiers et ouvre des perspectives quant à l'amélioration des dispositifs de mesure et de communication du capital immatériel.

Mots clés : Capital immatériel, Création de la valeur, Experts-comptables, Etude qualitative.

Abstract

Intellectual capital is now a key driver of corporate performance and value creation. However, its recognition and valuation in financial statements remain limited due to regulatory constraints and measurement difficulties. This study aims to analyze the perceptions of accountants, CFOs, and auditors regarding this challenge. An exploratory qualitative approach was adopted through ten semi-structured interviews. The data were analyzed thematically to identify convergences and divergences in professional discourse. The results highlight a recognition of the strategic importance of intellectual capital, but also marked caution regarding its accounting inclusion, primarily due to uncertainty, the unreliability of valuation methods, and the restrictive regulatory framework. A significant gap between perceived economic value and declared accounting value is also emphasized. This research provides empirical insight into the current limitations of financial reporting and opens up perspectives for improving the mechanisms for measuring and communicating intangible capital.

Keywords: Intellectual capital, Value creation, Chartered accountant, Qualitative approach.

Introduction

Le capital immatériel, aujourd'hui, accroche de plus en plus l'attention des praticiens et des chercheurs. Sa mesure et sa gestion aux niveaux micro, méso et macro deviennent des sujets centraux tant pour la théorie que pour la pratique dans de multiples disciplines, telles que la comptabilité financière et de gestion, l'évaluation, le marketing, le comportement organisationnel, la stratégie, le reporting non financier, les relations avec les investisseurs, les ressources humaines ou encore le développement durable (Guthrie et al., 2012).

Le capital immatériel réfère généralement à la capacité d'une entreprise à développer, utiliser et évaluer ses ressources intangibles pour générer de la valeur. Cette capacité contribue à une expansion des opérations et des performances de l'entreprise (Dean & Kretschmer, 2007).

Plus récemment, ce débat a été stimulé par l'initiative de reporting intégré, dont l'attention portée aux processus de création de valeur a ouvert de nouvelles perspectives de recherche et d'application sur le rôle complexe et multidimensionnel des actifs immatériels et du capital intellectuel dans la gestion et la gouvernance des organisations, tant vis-à-vis des acteurs internes qu'externes (Villiers et al., 2014 ; 2019).

Bien qu'il soit possible d'identifier plusieurs tentatives visant à définir le capital immatériel (CI) et à déterminer la manière dont les organisations devraient le présenter via des états de CI ou le reporting intégré (ce que l'on désigne comme la « dimension ostensive ») (Edvinsson & Malone, 1997; Lev, 2000; Sveiby, 1997), moins d'efforts ont été consacrés à la compréhension de cette dimension et de ses implications.

Par ailleurs, au Maroc, l'analyse de la perception des experts-comptables ne peut faire l'économie d'une réflexion sur la forte dépendance du droit comptable vis-à-vis de la fiscalité. En effet, le système comptable marocain reste marqué par un monisme de fait, où la sécurité fiscale l'emporte souvent sur l'expression de la réalité économique de la dite « juste valeur ». Par ailleurs, le système comptable marocain est historiquement imprégné d'une culture de coût et de prudence et fournit des informations vérifiables et souvent déconnectées des réalités économiques actuelles.

Comme le soulignent Drissi & Benthami (2023), le Maroc s'inscrit davantage dans la tradition des pays continentaux où la comptabilité entretient une connexion étroite avec les règles fiscales. Ces dernières exercent une influence significative sur les pratiques comptables. Cette proximité institutionnelle tend à orienter les états de synthèse vers des finalités de conformité réglementaire et fiscale, parfois au détriment de leur fonction informationnelle et stratégique. Dans ce cadre, la question de la valorisation du capital

immatériel apparaît particulièrement sensible, dans la mesure où ces actifs, porteurs de valeur économique, restent difficilement appréhendés par un système comptable fortement imprégné de considérations fiscales.

Adopter une approche performative dans la recherche sur le capital immatériel (CI) implique, dans un premier temps, d'examiner, selon une perspective ascendante, ce que le CI réalise et comment il est compris et mis en œuvre dans la pratique, en mettant particulièrement en lumière ce qui se passe dans les dimensions complexes de la gouvernance et du management, où le CI est mesuré, visualisé et géré (Guthrie et al., 2012; Mouritsen et al., 2001).

Cette approche s'intéresse également aux implications conceptuelles, multidisciplinaires et contextuelles plus larges de la mise en pratique et de l'expérimentation de ce capital dans les organisations (Zambon, 2016). Autrement dit, le capital immatériel n'existe pas seulement parce qu'il est mesuré, mais parce qu'il est pratiqué, discuté, justifié et piloté.

Cette lacune de connaissance est importante, car la présentation des informations divulguées reflète davantage les caractéristiques des préparateurs des rapports que celles de l'entreprise elle-même. Cependant, les recherches qualitatives sur les pratiques de reporting financier restent limitées (pour quelques exceptions, voir Mazzi et al., 2022; Oberwallner et al., 2021).

L'objectif global de cette étude est de comprendre comment ces acteurs appréhendent la valorisation du capital immatériel et d'identifier les leviers susceptibles d'améliorer son intégration dans les états de synthèse.

Ceci nous mène à la problématique suivante : « **Comment les experts comptables perçoivent-ils la valorisation et la mesure du capital immatériel dans les états de synthèse face aux arbitrages entre conformité fiscale, prudence normative et enjeux de performance stratégique ?** ». Pour y répondre, nous avons adopté une approche qualitative exploratoire fondée sur une perspective performative du capital immatériel.

Cette approche vise à examiner, selon une logique ascendante, la manière dont le capital immatériel est compris, mobilisé et mis en œuvre dans les pratiques professionnelles des experts-comptables, directeurs administratifs et financiers et auditeurs marocains.

À travers des entretiens semi-directifs, l'étude cherche à mettre en lumière les mécanismes concrets par lesquels le capital immatériel est mesuré, visualisé et géré dans les dispositifs de gouvernance et de management, en particulier dans le cadre des états de synthèse et des pratiques de reporting financier.

1. Cadre conceptuel

La définition de ce qui est intangible pose à la littérature un problème complexe lié à son interdisciplinarité. Par ailleurs une variété hétérogène des conceptions engendre une complémentarité de complications, qui ralentissent la compréhension et l'analyse des ressources immatériels. Cette section, vue le caractère intangible et multidimensionnel du capital immatériel et la performance financière, vise à clarifier ce concept en appuyant sur les différentes définitions issues de la littérature.

1.1. Le capital immatériel : Concept à cerner

Le capital immatériel s'inscrit dans une dynamique interdisciplinaire, marquée essentiellement par la coexistence de multiples approches théoriques, définition et système de classification (Cabrilo et Dahms, 2018). Toutefois, aucune définition, selon la littérature, ne fait véritablement l'unanimité parmi les chercheurs. Par ailleurs, deux courants de pensées existent, à savoir le courant managériale et celui comptable, pour donner une définition à ce concept. Ces derniers se diffèrent dans leur conceptualisation, méthodologie et leurs objectifs, alors qu'ils convergent vers la reconnaissance du capital immatériel entant que déterminant essentiel de la compétitivité et la performance des entreprises

1.1.1. Approche managériale du capital immatériel

Le capital immatériel, comprend toutes les ressources immatérielles, sans substance physique dont dispose l'entreprise, et ayant une valeur économique et génèrent des flux de trésorerie futurs (Bessieux-Ollier et al., 2014). Ainsi, ces ressources sont loin de se catégorisés dans un groupe homogène d'actifs (Alves & Martins, 2010).

Il s'inscrit dans une dynamique interdisciplinaire, marquée essentiellement par la coexistence de multiples approches théoriques, définition et système de classification (Cabrilo & Dahms, 2018). Toutefois, aucune définition, selon la littérature, ne fait véritablement l'unanimité parmi les chercheurs. Néanmoins, Petty & Guthrie (2000) soulignent l'importance de la définition proposée par l'OCDE (1998), qui conceptualise ce capital comme la valeur économique associé à deux types d'actifs intangibles, à savoir le capital humain et le capital organisationnel (ou relationnel).

Selon Stewart & Ruckdeschel (1998), le CI présente une valeur immatérielle créée pour les personnes et les ressources. De plus, la quantité totale d'informations qu'une entreprise peut exploiter, afin de créer de la valeur pour elle-même et pour diriger ses activités, est appelé capital informationnel (Zéghal & Maaloul, 2010).

Bontis (1998) considère le capital immatériel comme l'ensemble des ressources intangibles qui créent de la valeur pour l'entreprise. Il est divisé en trois (3) grandes catégories, notamment le capital humain, qui englobe les connaissances, les compétences et les expériences des employés ; le capital structurel (ou organisationnel), qui réfère aux processus, systèmes et structures internes permettant à l'entreprise de fonctionner efficacement ; et le capital relationnel, qui représente les relations, les réseaux et la réputation de l'entreprise envers ses parties prenantes, telles que les clients, fournisseurs, partenaires, etc. Ces éléments, bien que non physiques, sont crucial pour la performance et la compétitivité durables de l'entreprise (Bontis, 1996, 1998, 1999).

Edvinsson et al., (1997) définissent à leur tour le capital immatériel comme l'ensemble des actifs intangibles d'une organisation qui contribuent à la création de la valeur. Il se compose, selon eux, également de trois (3) composantes principales, à savoir, le capital humain, qui inclut les compétences les connaissances et les expériences des employés ainsi que leur capacité à innover et créer de la valeur ; le capital structurel, qui englobe les systèmes, les processus, la culture d'entreprise, les bases de données et d'autres éléments organisationnels qui soutiennent le travail des employé ; ainsi que le capital relationnel, qui inclut les relations et les réseaux avec les partenaires, les clients, les fournisseurs et les autres parties prenantes essentielles.

1.1.2. Approche comptable du capital immatériel

L'approche comptable porte sur la détection des sources intangibles puis mesurer leurs impacts sur la création de la valeur par une entreprise (Arrègle, 2006). En effet, ce courant s'intéresse aux méthodes d'évaluation et du reporting de l'immatériel, en mettant l'accent sur son impact sur la performance financière. Il s'inscrit dans une optique normative visant à améliorer la transparence des actifs immatériels et leur évaluation.

L'enregistrement au bilan comptable des dépenses liées aux actifs immatériels est limité par leur caractéristiques spécifiques. Ces derniers s'éloignent de la définition traditionnelle de l'actif corporel en comptabilité. La définition proposée par Smith & Parr (1989 ; 1994), est l'un des premiers essais de considération des immatériels en tant que « Tous les éléments d'une entreprise qui existent après l'identification des actifs corporels et monétaires. Ce sont les éléments qui, après le fonds de roulement et les actifs fixes, permettant d'exercer l'activité et contribuent à la capacité bénéficiaire de l'entreprise » (Smith & Parr, 1994).

Ainsi, en 1998, l'OCDE retient trois critères pour les actifs immatériels. En effet, il s'agit d'un actif non monétaire, identifiable, transférable et sans substance physique. Il peut être

contrôlé et utilisé dans des activités commerciales et permet de générer un avantage économique futur pour l'entreprise qui le détient. Une définition similaire est donnée par le « Financial Accounting Standard board (FASB) » et le « International Accounting Standard Board (IASB) ». Ces derniers définissent l'actif immatériel comme « avantage économique futur ou probable » contrôlé ou obtenu par une entreprise particulière suite à des transactions passées. Ainsi, l'actif selon l'IASC (1989) est défini comme « une dépense dont les effets se manifestent sur plusieurs exercices ». Par ailleurs, la norme IAS 38 définit un actif immatériel comme « un actif identifiable, non monétaire et sans substance physique, détenu en vue d'être utilisé pour la production ou la fourniture de biens ou services, pour être loué à des tiers ou à des fins administratives ».

Le CGNC marocain définit à son tour les actifs immatériels dans une perspective similaire à celle des normes internationales (IFRS), mais avec des spécificités liées au contexte marocain. En effet, les actifs immatériels sont des éléments non physiques qui ont une valeur économique et génèrent des avantages futurs. Ces actifs doivent répondre aux critères suivants pour être reconnus en comptabilité :

- Identifiable : L'actif immatériel doit être séparable ou résulter d'un droit légal ou contractuel ;
- Contrôlable : L'entreprise doit avoir le contrôle sur l'actif, c'est-à-dire la capacité de générer des avantages économiques futurs ;
- Génération d'avantages futurs : L'actif immatériel doit avoir la capacité de générer des flux de trésorerie futurs positifs pour l'entreprise.

1.2. Les composantes du capital immatériel

La complexité de donner une définition unifiée du CI pour une entreprise, est posée par la littérature. En effet, cette complexité est due d'une part, à la diversité des notions intégrées dans le capital immatériel et d'une autre part au conflit réel soulevé entre la gestion de ce capital et sa comptabilité. Par ailleurs, plusieurs définitions ont été proposées en fonction du contexte, ainsi qu'en se basant sur le courant de recherche auquel elles se rattachent.

Malgré cet apparent consensus, ces divergences persistent quant à l'identification précise des éléments constituant chacune des trois composantes, les auteurs proposent une variabilité selon leur cadre d'analyse. Toutefois, selon Edvinsson et Malone (1997) chacune de ces dimensions se compose d'un ensemble varié d'éléments tels que les connaissances, la propriété intellectuelle, les réseaux informatiques, la marque ou encore les qualifications professionnelles (voir tableau1).

Tableau N°1 : Eléments constituant les composantes du capital immatériel selon Edvinsson et Malone (1997)

Capital humain	Capital organisationnel		Capital relationnel
	Capital innovation	Capital structurel	
Le savoir-faire; Les compétences techniques; Les compétences comportementales; Le leadership; La créativité et l'innovation; La motivation; La capacité d'apprentissage.	Droits d'auteurs ; Propriété intellectuelle ; L'investissement dans les systèmes et outils qui permettent à l'entreprise d'accélérer les flux de connaissances au-delà de ses frontières.	Les processus ; Les techniques ; Les programmes ; Les autres actifs immatériels.	La fidélisation et satisfaction des clients ; La notoriété et l'image de marque ; Les relations avec les fournisseurs et distributeurs ; Les alliances stratégiques ; La présence sur les marchés ; La confiance perçue par les partenaires externes.

Source : Edvinsson et Malone (1997)

Le capital humain regroupe essentiellement les éléments fondés sur le savoir et les compétences. Le capital organisationnel (ou structurel), quant à lui, comprend les ressources créées à partir du capital humain de l'entreprise, la technologie, la culture de l'entreprise ainsi que celles issues de sources externes. Le capital relationnel, enfin, se compose des ressources permettant de soutenir durablement la commercialisation des produits de l'entreprise sur le marché.

Dans le cadre de notre étude, nous choisissons de nous appuyer sur la composition tridimensionnelle initialement formulée par Edvinsson et Malone (1997), qui distingue le capital relationnel, le capital organisationnel et le capital humain. En outre, cette structuration tripartite, au fil du temps, s'est imposée plus largement dans la littérature, faisant référence dans de nombreux travaux menés à travers des contextes économiques et culturels variés Cabrilo & Dahms (2018).

Il est important de noter que la définition séparée des trois composantes du capital immatériel, ne signifie pas qu'elles sont distinctes. Au contraire, le concept même du capital immatériel représente un construit multidimensionnel dont les composantes sont interdépendantes (Benevene et al., 2017). En effet, la perte de mémoire organisationnelle due au départ des employés peut constituer une menace pour l'organisation, car ces derniers emportent avec eux leurs talents, leurs compétences et leurs connaissances tacites (Kong, 2008). Il est donc essentiel pour les organisations de garantir la mise en place d'un environnement, d'une

pratique ou d'un système permettant à d'autres d'acquérir les connaissances et les compétences des employés qui partent (Kong, 2010).

Ce contexte ou cette pratique, appelés capital organisationnel, fonctionne comme un réservoir de connaissances spécifiques à l'entreprise, permettant au capital humain de fonctionner pleinement et de se doter d'un avantage concurrentiel durable (Wright et al., 1994). À mesure qu'une organisation investit dans le capital humain, des individus plus compétents et plus performants développent un capital organisationnel et un capital relationnel plus performants pour l'organisation (Kong, 2015). Par ailleurs, l'amélioration du capital humain et du capital organisationnel contribue à accroître le niveau de responsabilité opérationnelle grâce à la fourniture et à la mise en place de meilleurs produits, services et relations avec les clients à forte valeur ajoutée et les autres parties prenantes.

Ce cercle vertueux entame sa spirale ascendante vers davantage de valeur et de croissance organisationnelles (Knight, 1999). Cela suggère que le capital immatériel d'une organisation et ses composantes doivent impérativement évoluer constamment et maintenir leur dynamique (Teece et al., 1997). L'évolution du cumul des connaissances au fil du temps dépend de la manière dont ces dernières sont créées et gérées au sein d'une organisation (Zhu, 2008), et transformées par un apprentissage élaboré (Shariq, 1999).

L'aspect comptable a été privilégié par les premiers travaux, pour donner une classification aux composantes du capital immatériel. En se basant sur une approche additive, un certain nombre d'éléments répondants à des conditions et critères bien définis, sont énumérés. Ces éléments constituant les composantes d'un investissement, un actif immatériel et une dépense, un investissement et un actif immatériel. Une classification a été développée en 1992 par L'OCDE, par un travail de synthèse de la littérature existante. En effet, l'immatériel est pris sous l'angle de l'investissement, mettant l'accent sur les revenus futurs générés. Raison pour laquelle, quatre (4) catégories d'investissement ont été introduites. Ces dernières sont énumérées comme suit :

-Investissements immatériels pour l'innovation : Se situent en amont du processus d'innovation, et développent les connaissances et compétences de base nécessaires à l'introduction de nouveaux produits, services et procédés. Ces investissements se composent de la R&D, la conception, l'ingénierie, activités d'observation et d'exploitation, les acquisitions en technologie et la conception ;

-Investissements immatériels qualifiant : Il s'agit des investissements en structure informationnelle, ressources humaines et structure organisationnelle ;

- Logiciels : Notamment ceux intégrés dans un équipement ;
- Etudes de marché : Exploration, organisation et croissance.

2. Revue de littérature

L'analyse du lien entre le capital immatériel et la valeur de l'entreprise s'inscrit principalement dans le cadre des théories de la Resource-Based View (RBV) et de la Knowledge-Based View (KBV) (Gamayuni, 2015; Kong, 2010; Sattes, 1999).

Selon cette théorie, les entreprises obtiennent, à travers la mobilisation des ressources stratégiques qu'elles soient tangibles ou intangibles, un avantage concurrentiel durable et une performance supérieure. Ces ressources sont acquises, développées et exploitées pour soutenir une stratégie qui est à la fois compétitive et rentable (Komnenic & Pokrajčić, 2012). Ainsi, les ressources selon Barney (1991), sont définis comme « *les actifs, capacités, processus organisationnels, informations, connaissances, etc... contrôlés par l'entreprise et qui permettent de concevoir et mettre en œuvre ses stratégies* ».

Ces ressources immatérielles occupent une place centrale, dans la mesure où elles sont considérées comme critique pour générer un avantage concurrentiel durable. Ceci est dû à leur nature tant que ressources de valeur, rares, non parfaitement imitables par les concurrents et non substituables selon le modèle VIRN (Valeur, Rareté, Inimitabilité, Non-substituabilité).

Cependant, bien que cette approche éclaire la nature stratégique des ressources internes, elle n'apporte pas une réponse explicite quant à la manière dont une entreprise peut développer un processus dynamique de génération, de transformation et d'adaptation de ces actifs pour répondre aux évolutions du marché. Dès lors, il apparaît essentiel, dans le prolongement de la RBV, de s'interroger sur la théorie fondée sur la connaissance appelée la « *knowledge-based view* ». Cette dernière s'inscrit comme extension de la RBV et postule que la connaissance constitue la ressource stratégique la plus déterminante de l'entreprise.

Dans cette perspective, l'organisation est perçue comme un système dynamique, évolutif et quasi autonome, dédié à la création, l'intégration et à l'application de connaissances. Ce courant théorique affirme que la connaissance est la ressource la plus déterminante de la firme. Il s'agit d'une ressource stratégique. Il met en évidence l'importance des interactions sociales entre individus et groupes au sein de l'entreprise. Ainsi que les interactions qui permettent le partage, la combinaison et la création des nouvelles connaissances. Cette dynamique de construction collective du savoir qui fonde, selon cette approche, l'avantage concurrentiel durable de l'organisation (Grant, 1996).

Dans cette perspective, Garanina & Pavlova (2011) mettent en évidence une relation positive entre les immatériels et la valeur boursière des capitaux propres des entreprises au Royaume-Uni et en Russie. De même, Xu & Wang (2018) montrent que le capital intellectuel, en tant qu'indicateur des actifs immatériels, exerce un effet positif sur la performance des entreprises ainsi que sur leur croissance durable dans le secteur manufacturier coréen

Ces résultats corroborent ceux de Kasoga (2020), Poh et al. (2018) et Sisodia et al. (2021), qui concluent également que les actifs immatériels, mesurés à travers le capital intellectuel, contribuent significativement à l'amélioration de la performance et de la valeur de l'entreprise. Par ailleurs, l'avantage concurrentiel de l'entreprise peut être renforcé par des investissements dans des actifs immatériels tels que les compétences, les connaissances et la technologie (Gamayuni, 2015). Cette conclusion rejoint celle de Miles & Van Clieaf (2017), selon laquelle le capital humain, en tant que composante essentielle des actifs immatériels, favorise l'accroissement et la pérennisation de la valeur de l'entreprise, tout en soutenant les dynamiques de développement et d'innovation.

Une attention importante a été portée à l'étude de la divulgation du capital immatériel (CI). À cet égard, Abeysekera (2007) a mené une recherche comparative visant à analyser les différences dans les pratiques de divulgation du CI entre les pays développés et les pays en développement. En s'appuyant sur une méthode d'analyse de contenu, l'auteur a examiné les rapports annuels des trente principales entreprises cotées à la Bourse de Colombo sur la période 1998–2000, afin d'identifier les catégories d'éléments de CI divulgués au Sri Lanka et de les comparer à ceux publiés en Australie. Les résultats de cette étude soulignent la nécessité d'adopter une définition harmonisée du reporting du capital immatériel ainsi qu'un cadre de communication normalisé. Chose qui permet une information cohérente et comparable, sous la supervision des institutions légales, des organismes de normalisation comptable et des marchés financiers.

Par ailleurs, Abeysekera (2007) indique que les écarts observés entre les pays développés et en développement en matière de reporting du CI s'expliquent principalement par des facteurs économiques, sociaux et politiques. Dans une étude connexe, Sonnier et al. (2007) se sont intéressés au lien entre le niveau de divulgation du capital immatériel par la direction et la performance financière des entreprises de haute technologie aux États-Unis. Leurs résultats mettent en évidence une relation négative et statistiquement significative entre l'intensité de la divulgation du CI et les indicateurs de rentabilité. Toutefois, cette recherche se limite aux

entreprises à forte intensité technologique et n'inclut pas les sociétés appartenant aux secteurs industriels traditionnels.

Les travaux en sciences de gestion reconnaissent largement le capital immatériel comme une source essentielle de création de valeur pour les entreprises. Dans cette perspective, la théorie des ressources souligne que les ressources rares, difficilement imitables et non substituables constituent les fondements de l'avantage concurrentiel durable. La théorie des connaissances prolonge cette approche en considérant la connaissance et les compétences comme les ressources stratégiques centrales de l'entreprise.

Malgré l'importance accordée au capital immatériel dans la littérature managériale, de nombreux travaux soulignent les limites des cadres comptables actuels pour en assurer une reconnaissance et une valorisation adéquates. Les exigences de fiabilité, de prudence et de vérifiabilité expliquent en grande partie la faible présence des actifs immatériels générés en interne dans les états de synthèse.

Malgré la richesse des travaux consacrés au capital immatériel, la littérature demeure fragmentée entre une vision stratégique valorisant ces ressources et une approche normative comptable marquée par des exigences de prudence, de fiabilité et de vérifiabilité, qui en limitent la reconnaissance dans les états financiers.

Le traitement comptable du capital immatériel demeure fortement encadré par la norme IAS 38, qui impose des critères stricts de reconnaissance fondés notamment sur l'identifiabilité, le contrôle et la fiabilité de l'évaluation. Comme le souligne (Lev, 2000), ces exigences, bien qu'elles visent à garantir la crédibilité de l'information financière, conduisent à une sous-représentation des ressources immatérielles créatrices de valeur. Cette tension entre pertinence économique et fiabilité comptable constitue l'un des paradoxes majeurs du traitement du capital immatériel dans les états financiers.

Sur la base de la revue de littérature et conformément à une posture qualitative interprétative, cette recherche propose un cadre conceptuel intégratif visant à analyser la manière dont les experts-comptables appréhendent la valorisation du capital immatériel au croisement de logiques institutionnelles multiples. Ce cadre met en évidence le rôle médiateur des experts-comptables entre les contraintes normatives issues du référentiel comptable, les impératifs stratégiques de création de valeur issus de la RBV, et la dimension performative des pratiques de mesure et de reporting. Dans une perspective performative, les pratiques de mesure et de reporting participent à la construction sociale du capital immatériel, ce qui se traduit empiriquement par des configurations marquées par l'hétérogénéité des compréhensions, la

construite de l'objet étudié et par la volonté d'accéder aux perceptions situées des praticiens plutôt que de tester des relations causales prédéfinies.

Cette recherche adopte une approche qualitative exploratoire, fondée sur des entretiens semi-directifs menés auprès de dix experts comptable et financiers. Ce choix méthodologique se justifie par le caractère encore peu exploré des pratiques de valorisation et de reporting du capital immatériel dans le contexte marocain.

Le guide d'entretien semi-directif a été élaboré à partir du cadre conceptuel théoriquement fondé mobilisant la RBV, l'approche performative de la comptabilité et la littérature normative relative au capital immatériel. Il a été structuré autour de thèmes visant à explorer la compréhension du capital immatériel, ses modalités de valorisation, les contraintes normatives perçues et le rôle des experts-comptables dans ces processus. L'étude repose sur un échantillonnage raisonné visant à sélectionner des experts-comptables disposant d'une expérience significative en matière d'accompagnement des entreprises au Maroc. Les participants ont été retenus selon des critères de pertinence théorique, notamment leur niveau d'expérience professionnelle, la diversité sectorielle de leur clientèle et leur exposition aux problématiques de valorisation de l'immatériel.

Les approches performatives en sciences de gestion considèrent que les dispositifs de gestion et de reporting ne se contentent pas de représenter la réalité organisationnelle, mais contribuent activement à sa construction (Abhayawansa et al., 2018). Appliquée au capital immatériel, cette perspective permet d'analyser la manière dont les outils de mesure, les indicateurs et les discours comptables participent à rendre certaines dimensions visibles, légitimes et mobilisables dans les pratiques managériales. Cette approche met en lumière la dimension subjective et professionnelle liée à l'évaluation du capital immatériel, un domaine encore marqué par des zones d'incertitude conceptuelle et méthodologique.

Cette étude qualitative examine leur perception quant à la valorisation et à la mesure du capital immatériel dans les états de synthèse. Le recours aux entretiens constitue un choix méthodologique pertinent dans la mesure où il permet d'appréhender en profondeur la manière dont ces professionnels comprennent, interprètent et intègrent les composantes immatérielles dans les pratiques de reporting financier. Les entretiens offrent un accès direct à des informations riches et nuancées sur leurs représentations, leurs difficultés et les arbitrages qu'ils opèrent face aux contraintes normatives et opérationnelles.

Plusieurs dispositifs ont été mobilisés afin de renforcer la validité interne de la recherche, notamment la recherche de saturation thématique, la confrontation systématique des

interprétations aux verbatims, ainsi que la traçabilité du processus analytique. Ces précautions visent à assurer la crédibilité et la fiabilité de l'interprétation qualitative.

3.1. Constitution de l'échantillon

L'échantillon de cette étude est composé de dix (10) professionnels opérant au Maroc. Les participants exercent au sein de services variés, notamment la comptabilité, l'audit, la création d'entreprises et le conseil financier, ce qui permet de couvrir un large spectre d'activités liées à la production et à l'analyse de l'information financière. Les profils interviewés incluent des experts-comptables, des auditeurs ainsi que des évaluateurs, offrant ainsi une diversité de points de vue quant aux pratiques de valorisation du capital immatériel. Le tableau ci-dessous représente notre échantillon.

Tableau N°1 : Echantillon des participants

N	Poste de l'interviewé	Expérience de l'interviewé	Secteur d'activité	Durée d'entretien
1	Expert-comptable	20 ans	CAE	25 min
2	Expert-comptable	11 ans	CAE	43 min
3	Chef comptable	5 ans	CAE	97 min
4	Chef comptable	8 ans	CAE	32 min
5	Auditeur financier	6 ans	CAE	68 min
6	Commissaire aux comptes	25 ans	CAE	28 min
7	Consultant financier	11 ans	CAE	70 min
8	Chef comptable	7 ans	CAE	49 min
9	Directeur financier	5 ans	CAE	55 min
10	Expert-comptable	10 ans	CAE	40 min

Source : Auteurs

L'expérience professionnelle des participants varie entre cinq et vingt-cinq ans, ce qui garantit un équilibre entre des perspectives issues de carrières établies et des approches plus récentes. Cette composition de l'échantillon permet d'obtenir une compréhension riche, nuancée et contextualisée de la perception du capital immatériel au sein de la profession comptable.

3.2. Recueil des données

La collecte des données s'est déroulée sur une période de deux mois, entre juin et juillet 2024. Les entretiens ont été réalisés sur rendez-vous préalablement fixés avec les participants, afin de garantir leur disponibilité et de favoriser un échange approfondi. Parmi les dix entretiens conduits, deux ont été menés en visioconférence, tandis que les autres se sont déroulés en présentiel. La durée des échanges variait entre 40 minutes et deux heures, en fonction de la disponibilité des répondants et de la richesse des informations fournies.

Le nombre final d'entretiens a été déterminé sur la base du principe de saturation de l'information, tel que défini par Glaser et Strauss (1967), c'est-à-dire au moment où les

réponses ne révélait plus d'éléments nouveaux ou significatifs par rapport aux données déjà recueillies. Pour l'analyse des résultats, une analyse de contenu a été mobilisée afin d'identifier les thèmes récurrents, les divergences de points de vue ainsi que les perspectives professionnelles relatives à la valorisation du capital immatériel

3.3. Traitement des données

Le traitement des données s'est déroulé en plusieurs étapes visant à garantir la rigueur et la fiabilité de l'analyse. Après la réalisation des entretiens, ceux-ci ont été intégralement transcrits puis anonymisés afin de préserver la confidentialité des participants. Une première lecture exhaustive des transcriptions a permis de se familiariser avec le contenu et d'identifier les idées récurrentes. L'analyse a ensuite été conduite selon une démarche d'analyse de contenu thématique, adaptée à la nature exploratoire de l'étude. Le processus de codage s'est déroulé en trois phases : un codage ouvert pour relever les unités de sens, un codage axial regroupant ces unités en catégories homogènes, puis un codage sélectif visant à structurer les thèmes centraux.

Les thèmes finaux ont ainsi émergé de manière inductive des discours des experts. L'ensemble de l'analyse s'est appuyé sur le principe de saturation informationnelle, garantissant qu'aucune nouvelle information significative n'était apportée dans les derniers entretiens. Enfin, l'ensemble du traitement des données a été réalisé dans le respect des considérations éthiques, notamment l'anonymisation, le consentement éclairé et la confidentialité des propos recueillis.

4. Présentation et discussion des résultats

4.1. Présentation des résultats

Les entretiens réalisés ont permis de dégager un ensemble de perceptions et de constats relatifs à la place du capital immatériel au sein des entreprises marocaines et comment il est perçu par les financiers et les comptables.

4.1.1. Une compréhension non uniforme du capital immatériel, révélatrice d'un besoin d'harmonisation dans les différents secteurs

Bien que les résultats soulignent une compréhension globale limitée du capital immatériel, plusieurs intervenants confirment que cette perception évolue rapidement dans certains environnements économiques. Les secteurs des services et des technologies se distinguent nettement et montrent une meilleure familiarité avec les concepts immatériels, notamment le capital humain, le capital structurel (en termes de marque, logiciels, la connaissance organisationnelle) ou encore la relation client.

- « Pour certains, le capital immatériel, c'est surtout la marque, le personnel et la réputation. De mon côté, je le vois comme les compétences et savoir-faire des équipes» (Expert-comptable, 20 ans d'expérience)
- « Aujourd'hui, la valeur d'une entreprise ne se limite plus à ses actifs tangibles, mais la comptabilité n'a pas encore suivi cette évolution. A partir de mes connaissances, le capital immatériel me fait penser à l'actif incorporel et au personnel de l'entreprise, entant qu'expert-comptable» (Expert-comptable, 11 ans d'expérience).

Dans ces secteurs, la frontière entre valeur tangible et intangible est moins marquée, ce qui rend le recours au capital immatériel indispensable plutôt qu'optionnel. Ainsi, la nature immatérielle du travail, savoir-faire, innovation, et qualité relationnelle rend ce capital plus visible, plus discuté et plus stratégique.

La majorité des experts interrogés reconnaissent le capital immatériel comme levier central de création de valeur pour l'entreprise, en particulier dans les secteurs à forte intensité de connaissances. Plusieurs participants soulignent toutefois que cette reconnaissance reste davantage conceptuelle que formalisée dans la pratique comptable.

4.1.2. Le capital immatériel : une réalité managériale avant d'être comptable

Les résultats indiquent que ce concept est largement reconnu et mobilisé dans les pratiques managériales quotidiennes, bien qu'il demeure peu ou pas formalisé dans les états de synthèse.

Dans une perspective performative, les résultats obtenus suggèrent que le ce concept, indépendamment de sa reconnaissance comptable formelle, acquiert une existence organisationnelle à travers les usages faits par les acteurs. Il se manifeste ainsi, comme une réalité « en action », produite et reproduite par les décisions et les pratiques de pilotage.

Cette lecture est cohérente avec les approches fondées sur la théorie des ressources et des connaissances, qui considèrent les ressources immatérielles comme sources essentielles de création de valeur en soulignant leur caractère difficilement appropriable par les outils comptables traditionnels.

- « Aujourd'hui, la valeur de l'entreprise peut être prise par les compétences, les relations clients, le savoir-faire... mais tout cela ne se voit pas dans les états financiers dû à la difficulté liée à mesurer une compétence d'un employé par exemple ou le savoir-faire d'un directeur financier indispensable dans l'entreprise » (Chef comptable, 8 ans d'expérience)

- « Lorsque le comité de décision prend des décisions stratégiques, elle pense également au capital humain et à la réputation, et non pas seulement aux chiffres du bilan » (Expert-comptable, 20 ans d'expérience)
- « On ne peut pas inscrire le capital immatériel au bilan en termes de capital humain, mais dans le football par exemple, le joueur est inscrit car il est acquis et représente une immobilisation qui appartient à l'entreprise » (Commissaire aux comptes, 25 ans d'expérience)

Ces éléments mettent en évidence, le décalage persistant entre l'importance managériale accordée au capital immatériel et sa faible reconnaissance comptable. Raison pour laquelle la pertinence des approches alternatives pour en saisir la portée réelle est confirmée.

4.1.3. Une valorisation particulièrement accrue dans les services, où la valeur repose sur la compétence et la relation

Le secteur des services occupe une place importante dans l'économie marocaine et constitue un terrain particulièrement fertile pour la valorisation du capital immatériel. Les experts notent que, dans ce secteur, la compétence du personnel, la qualité de la relation client, la réputation, et l'innovation dans les méthodes de prestation représentent les véritables leviers de performance.

- « Dans les services et la tech, la vraie valeur est dans les personnes et les idées, et non pas dans les machines. » (Directeur financier, 11 ans d'expérience)

Contrairement à l'industrie, la valeur d'une entreprise de services repose rarement sur des stocks ou des machines, mais sur son capital humain et relationnel. Les professionnels interrogés confirment que les dirigeants des entreprises de services sont généralement plus attentifs à ces actifs, même si leur reconnaissance comptable reste limitée.

Dans les entreprises de services, les décisions stratégiques dépendent presque entièrement, des logiciels de la relation clientèle développés, de la propriété intellectuelle, des compétences techniques, de l'agilité organisationnelle, de la relation clientèle continue, et du réseau professionnel construit.

Dans ces structures, la difficulté n'est pas de convaincre les dirigeants de l'importance du capital immatériel, mais plutôt de trouver des outils comptables capables de capturer cette valeur de manière fiable et standardisée. Ce défi reflète les limites des normes actuelles, davantage conçues pour des entreprises classiques que pour des organisations opérant dans l'économie de la connaissance.

4.1.4. Le rôle stratégique des PME et des TPME : une prise de conscience croissante mais encore incomplète

Un résultat majeur de notre étude est la montée en importance des TPME. Les experts décrivent une dynamique intéressante que les PME restent globalement peu familiarisées avec la notion de capital immatériel, mais dès qu'elles opèrent dans les services, le digital ou l'innovation, elles deviennent hautement dépendantes de ces actifs.

Cette évolution est cohérente avec l'écosystème marocain, où les PME et les TPME constituent la majorité des entreprises, mais seules celles orientées vers le marketing digital ou les services spécialisés manifestent une volonté claire de comprendre et de valoriser leurs actifs immatériels.

- *« Les PME savent que pour se distinguer sur le marché, leur valeur est surtout immatérielle et se manifeste dans leur réputation, image de marque et les compétences qu'elle recrute. Les entreprises classiques restent très attachées au matériel et à la fiscalité » (Chef comptable, 8 ans d'expérience)*

Cela signifie que ces entités anticipent davantage la question de la valeur immatérielle : capital humain, innovation, processus internes, marque.

4.1.5. Vers une transition progressive : quand les besoins du marché dépassent le cadre comptable

La discussion révèle une tension forte entre l'importance croissante du capital immatériel dans l'économie réelle et la rigidité des règles comptables, qui peinent à intégrer ces actifs. Le cadre comptable actuel demeure insuffisante pour appréhender, mesurer et valoriser le capital immatériel dans les états de synthèse. Bien que les professionnels reconnaissent son rôle stratégique croissant, sa traduction comptable reste limitée, voire inexistante, en particulier lorsqu'il s'agit d'actifs immatériels générés en interne.

- *« On joue un rôle de conseil, mais on ne peut pas aller au-delà des normes. Le client attend surtout de la conformité » (Expert-comptable, 11 ans d'expérience)*

Cette insuffisance s'explique en premier lieu par les fondements mêmes du cadre comptable, historiquement construit autour des principes de prudence, de fiabilité et de transparence. Ces principes privilégient les actifs tangibles et mesurables, au détriment des ressources immatérielles, souvent difficiles à quantifier de manière objective et à produire une pièce justificative solide attestant leur valeur comptable. En conséquence, la comptabilité financière peine à intégrer des éléments tels que le capital humain, la connaissance organisationnelle ou la relation client.

- « *Tant que ce n'est pas clairement reconnu par la comptabilité, la reconnaissance du capital humain reste managériale ou extra financière* » (Chef comptable, 8 ans d'expérience)

L'insuffisance du cadre comptable apparaît de manière particulièrement marquée dans les secteurs des services et des technologies, où la valeur repose essentiellement sur des actifs intangibles tels que les compétences, l'innovation et les systèmes d'information. De même, les startups, se trouvent confrontées à une inadéquation accrue entre leur réalité économique et leur représentation comptable, ce qui peut constituer un frein à l'accès au financement et à la crédibilité auprès des investisseurs.

- « *Une startup tech ou pharmaceutique peut ne rien posséder matériellement, mais valoir énormément. La contrainte est qu'elle est imposée à des normes à respecter alors que pour elle l'investissement est fait plus en termes de la technologie. Au Maroc, ce type est encore moins développé. Le problème n'est pas l'importance du capital immatériel, mais le fait qu'on ne peut pas le mesurer de manière fiable* » (Auditeur financier, 6 ans d'expérience)

Les TPME, quant à elles, expriment des besoins plus pragmatiques à savoir montrer leur valeur aux investisseurs, améliorer leur image, attirer des talents.

Par ailleurs, les experts-comptables interrogés se trouvent donc confrontés à une transformation de leur rôle, d'un producteur des états financiers, ils deviennent implicitement des conseillers stratégiques dans la construction, la mesure et la communication. Les interviewés mettent en évidence des limites structurelles du cadre comptable, notamment son incapacité à refléter fidèlement la valeur du capital immatériel dans les états de synthèse. Cette insuffisance est principalement attribuée aux exigences de fiabilité et d'objectivité imposées par les normes comptables.

4.1.6. La mesure du capital immatériel : subjectivité, prudence et risque de manipulation

Les entretiens révèlent une perception largement partagée selon laquelle la mesure du capital immatériel pose des difficultés majeures. Les experts interrogés soulignent que l'absence de méthodes de valorisation standardisées rend toute tentative de quantification particulièrement subjective. Cette subjectivité est perçue comme incompatible avec les principes fondamentaux de la comptabilité, notamment ceux de prudence et de fiabilité de l'information.

Les résultats soulignent le recours à des dispositifs de mesure et de visualisation non financières pour appréhender le capital immatériel, notamment le capital humain et

relationnel, en complément des états de synthèses traditionnels. Ces interprétations rejoignent les travaux portant sur la performance des indicateurs de gestion et du reporting, qui mettent en évidence le rôle structurant des outils de mesure dans la définition de ce qui est considéré pertinent et valorisable au sein des entreprises.

- « *Le capital immatériel, on en parle surtout en comité de direction, pas en comptabilité. C'est dans les réunions stratégiques qu'on décide d'investir dans les compétences ou la relation client, même si ça ne se traduit pas comptablement* »
(Expert-comptable, 20 ans d'expérience)

Ces éléments mettent en évidence un décalage entre les pratiques organisationnelles liées au capital immatériel et la capacité du reporting financier traditionnel à en rendre compte. Ce décalage peut, en effet, être interprété comme un reflet d'une incompatibilité entre une conception statique et normative du reporting financier et une conception dynamique et processuelle du capital immatériel.

Cette analyse fait écho aux critiques formulées dans la littérature sur les normes comptables internationale des actifs immatériels. Ceci met en évidence des tensions conceptuelles entre les exigences du reporting financier et les réalités managériales du capital immatériel, et offre des pistes de réflexion pour évoluer les pratiques de communication financière.

4.2. Discussion des résultats

Les résultats de cette étude mettent en évidence une diversité marquée dans la manière dont les experts appréhendent et valorisent le capital immatériel au Maroc. Bien que l'importance stratégique de ces actifs soit généralement reconnue, leur place dans les états de synthèse reste limitée et hétérogène selon les secteurs. Cette tension entre reconnaissance économique et invisibilité comptable rejoint largement les constats formulés dans la littérature antérieure. Plusieurs travaux ont mis en évidence le décalage entre l'importance stratégique du capital immatériel et sa faible reconnaissance dans les états financiers traditionnels (Lev, 2000; Mouritsen et al., 2001).

Comme le soulignent les experts interrogés, cette invisibilité ne traduit pas une négation de la valeur du capital immatériel, mais plutôt les limites des cadres comptables existants, fondés sur des principes de fiabilité et de prudence. Ce résultat est cohérent avec les analyses de Wyatt (2008), qui montre que les normes comptables privilégient les actifs vérifiables au détriment des ressources immatérielles générées en interne.

Ce constat est cohérent avec les conclusions de Wang (2025), qui souligne que les approches traditionnelles d'évaluation du capital immatériel, qu'il s'agisse de modèles basés sur les

composantes internes ou sur des écarts marché-comptabilité, présentent des limites significatives et nécessitent des stratégies intégrées pour capturer la complexité de cette valeur dans les rapports d'entreprise.

Les résultats montrent que les experts-comptables marocains reconnaissent largement la dimension stratégique du capital immatériel, en particulier dans les secteurs de services et au sein des PME. Toutefois, leur pratique professionnelle demeure fortement contrainte par les exigences de conformité fiscale et par le principe de prudence normative. Cette situation les conduit à opérer des arbitrages implicites qui privilégient la fiabilité et la sécurité réglementaire au détriment d'une pleine reconnaissance comptable de la valeur immatérielle. Ainsi, la valorisation du capital immatériel apparaît davantage comme une réalité managériale que comme une construction comptable stabilisée, révélant une tension structurelle entre logique de performance stratégique et cadre normatif en vigueur.

Les résultats de cette recherche ont également mis l'accent sur la subjectivité élevée liée à la mesure du capital immatériel, chose qui limite son adoption en comptabilité financière. Cette perception rejoint également celle de Wang (2025), qui montrent que la diversité des composantes de ce concept est la subjectivité des méthodes d'évaluation sont des obstacles majeurs à une représentation fidèle dans les états financiers. Ces résultats confirment que la difficulté de mesure n'est pas seulement technique, mais engage aussi un enjeu de crédibilité, de comparabilité et de confiance.

Face aux contraintes du reporting comptable traditionnel, le recours aux dispositifs alternatifs, tels que les annexes et les rapports de gestion, rends cette notion partiellement visible. Or, ces dispositifs alternatifs ne doivent pas être considérés comme compléments d'information, mais plutôt des outils actifs de construction de la valeur organisationnelle. Par ailleurs la divulgation incomplète de ces actifs dans les états financiers et autres rapports d'entreprise, peut limiter l'exactitude et la fiabilité des analyses empiriques (Lakhdari & Grine, 2026).

Cette tension peut être interprétée à la lumière de la Resource-Based View/ Knowledge-Based-view, qui souligne le rôle central des ressources immatérielles dans la création d'avantage concurrentiel, et de l'approche performative de la comptabilité, selon laquelle les dispositifs comptables participent à la construction de la réalité économique qu'ils prétendent mesurer.

Dans une perspective performative, ces résultats confirment que l'absence de capital immatériel dans le bilan comptable ne signifie pas son inexistence opérationnelle, mais plutôt que les cadres comptables actuels n'ont pas encore intégré les outils nécessaires pour faire

exister ce capital dans les dispositifs financiers officiels. C'est ce qui explique la tension relevée par les acteurs, portant sur le fait que le capital immatériel est « réel » dans la pratique, mais peu visible dans la représentation formelle des états de synthèse.

Par ailleurs, les résultats considèrent également que la valorisation du capital immatériel repose largement sur le jugement professionnel, perçu comme ressource indispensable et comme source de risque. Ceci rejoint les travaux récents du qui montrent que les professionnels, face à l'incertitude liée à ces actifs, s'appuient sur des routines interprétatives plutôt que des règles certaines. Contrairement à certaines études en contexte anglo-saxon, où le jugement est présenté comme levier d'innovation comptable et financière et de création d'information réellement utile aux parties prenantes (O'connell et al., 2021).

Conclusion

Cette étude avait comme objectif d'étudier la perception des experts financiers et comptables marocains sur la valorisation et la mesure du capital immatériel dans les états de synthèse. En s'inscrivant dans un positionnement interprétativiste mobilisant une démarche qualitative exploratoire et une approche performative centrée sur les pratiques et les interprétations professionnelles, l'objectif était de mieux comprendre ce que le capital immatériel représente dans les dispositifs comptables et managériaux.

Les résultats obtenus mettent en évidence que le capital immatériel est perçu principalement comme un socle stratégique et managérial mobilisé dans les pratiques de gouvernance et de pilotage que dans les états financiers traditionnels. Raison pour laquelle une tension persistante se traduit entre la logique normative comptable et financière et les usages performatifs dans la pratique professionnelle de ce concept.

Sur le plan théorique, cette recherche enrichit la littérature sur le capital immatériel en proposant une lecture contextualisée du rôle des experts-comptables dans un environnement émergent. Elle met en évidence que la sous-reconnaissance comptable du capital immatériel ne relève pas uniquement de contraintes normatives, mais s'inscrit dans un espace de tensions institutionnelles où s'entrecroisent la logique stratégique et la logique de prudence. Elle contribue à la littérature sur le capital immatériel qui constitue un construit dynamique élaboré par les pratiques et les jugements professionnels propre à chaque entreprise. En mobilisant conjointement la RBV et l'approche performative de la comptabilité, l'étude propose une compréhension intégrée du processus de valorisation de l'immatériel dans le contexte marocain, encore peu exploré dans la littérature.

Sur le plan méthodologique, l'étude démontre l'intérêt d'une approche qualitative interprétativiste pour appréhender les mécanismes de construction du capital immatériel dans les pratiques professionnelles. Le recours à des entretiens semi-directifs auprès d'experts-comptables permet d'accéder aux logiques de sens sous-jacentes aux pratiques de valorisation. Par ailleurs, l'articulation d'un cadre conceptuel théoriquement fondé avec une analyse thématique contribue à renforcer la rigueur de l'investigation qualitative dans le champ de la comptabilité de l'immatériel.

Cette étude contribue à combler un vide empirique en proposant une analyse contextualisée des pratiques de valorisation, comptabilisation et de communication du capital immatériel dans le contexte marocain, encore peu exploré par la littérature existante. Elle met en évidence les perceptions des experts comptables, directeurs financiers et des auditeurs financier marocains, marquées par une prudence normative liée aux limites du cadre comptable existant.

Ces éléments suggèrent la nécessité de renouveler les dispositifs comptables et normatives à ce qu'elle suit la dynamique accélérée du monde aujourd'hui, vue la révolution technologique. Il est également nécessaire de repenser le rôle du jugement professionnel intégré dans la prise en compte du capital immatériel tels que les reportings narratifs ou intégrés. Ces résultats donnent naissance à une lacune dans la comptabilité qui invite les instances de normalisation à accompagner les praticiens dans l'appropriation des outils permettant de mieux refléter la valeur économique créée par les entreprises à travers son capital immatériel.

De manière générale, les résultats montrent que le capital immatériel demeure peu développé au Maroc, tant sur le plan conceptuel que sur le plan opérationnel. En effet, la majorité des professionnels interrogés définissent le capital immatériel à partir de leur propre logique, de leur expérience et du contexte sectoriel dans lequel ils évoluent, ce qui révèle une forte hétérogénéité des représentations. Les propos recueillis mettent également en évidence le rôle déterminant du secteur d'activité, qui apparaît comme une variable structurante influençant le choix d'investissement, la composition des actifs immatériels, la perception de leur importance et, plus largement, les décisions stratégiques des dirigeants. Les experts soulignent que l'intérêt accordé à ce type d'actifs est particulièrement élevé dans les secteurs technologiques et de services, où le capital immatériel, notamment relationnel et structurel, constitue un levier essentiel de compétitivité et de croissance. Les recommandations formulées par les professionnels convergent ainsi vers la nécessité d'une prise en compte plus

marquée du capital immatériel dans les secteurs high-techs, de service et les PME innovantes, où sa valorisation pourrait contribuer de manière significative à la création de valeur.

Comme toute recherche qualitative, cette étude présente certaines limites. En effet, le nombre restreint des entretiens limité à 10 intervenants, ne permet pas de généraliser les résultats obtenus. Raison pour laquelle les futures recherches pourraient mobiliser des approches quantitatives ou mixte pour mieux comprendre ces mécanismes. Ainsi, les recherches futures devraient remédier aux limites de l'étude en augmentant la taille de l'échantillon, en élargissant la représentation géographique et en intégrant divers facteurs internes et externes qui influencent la performance organisationnelle et financière ainsi que la création de valeur. Tenant compte de ces recommandations, les recherches futures pourront contribuer à une compréhension plus approfondie de cette problématique.

BIBLIOGRAPHIE

- Abeyssekera, I. (2007). Intellectual Capital Accounting: Practices in a developing country. *Intellectual Capital Accounting: Practices in a Developing Country*, 1–200. <https://doi.org/10.4324/9780203937617/INTELLECTUAL-CAPITAL-ACCOUNTING-INDRA-ABEYSEKERA>
- Alves, S., & Martins, J. (2010). The impact of intangible assets on financial and governance policies: UK evidence. *International Research Journal of Finance and Economics*, 36(1).
- Arrègle, J. L. (2006). Analyse« Resource Based » et identification des actifs stratégiques. *Revue Française de Gestion*, 160(1). <https://doi.org/10.3166/rfg.160.241-260>
- Barney, J. (1991). Firm Resources and Sustained Competitive Advantage. *Journal of Management*, 17(1). <https://doi.org/10.1177/014920639101700108>
- Benevene, P., Kong, E., Barbieri, B., Lucchesi, M., & Cortini, M. (2017). Representation of intellectual capital's components amongst italian social enterprises. *Journal of Intellectual Capital*, 18(3). <https://doi.org/10.1108/JIC-12-2016-0127>
- Bessieux-Ollier, C., Schatt, A., Walliser, E., & Zéghal, D. (2014). Une approche pluridisciplinaire du capital immatériel : vers de nouvelles perspectives ? *Management International*, 18(3). <https://doi.org/10.7202/1025085ar>
- Bontis, N. (1996). Management Decision Intellectual capital: an exploratory study that develops measures and models. *Management Decision Journal of Intellectual Capital Planning Review*, 36(2).
- Bontis, N. (1998). Intellectual capital: an exploratory study that develops measures and models. *Management Decision*, 36(2). <https://doi.org/10.1108/00251749810204142>
- Bontis, N. (1999). Managing organizational knowledge by diagnosing intellectual capital: Framing and advancing the state of the field. *International Journal of Technology Management*, 18(5). <https://doi.org/10.1504/ijtm.1999.002780>
- Cabrilo, S., & Dahms, S. (2018). How strategic knowledge management drives intellectual capital to superior innovation and market performance. *Journal of Knowledge Management*, 22(3). <https://doi.org/10.1108/JKM-07-2017-0309>
- Dean, A., & Kretschmer, M. (2007). Can ideas be capital? Factors of production in the postindustrial economy: A review and critique. *Academy of Management Review*, 32(2). <https://doi.org/10.5465/AMR.2007.24351866>

- Drissi, M., & Benthami, A. (2023). La relation comptabilité-fiscalité : revue de littérature internationale et contextualisation marocaine. *Revue Du Contrôle de La Comptabilité et de l'Audit*, 7(3), 2018–2037.
- Edvinsson, L., & Malone, M. S. (1997). *Intellectual capital: The proven way to establish your company's real value by finding its hidden brainpower*. Piatkus.
- Edvinsson, L., Malone, M. S., & Karlgaard, prol. de Rich. (1997). *Intellectual Capital : Realizing Your Company's True Value by Finding Its Hidden Brainpower / L. Edvinsson, M.S. Malone ; prol. de Rich Karlgaard*. New York, NY.
- Gamayuni, R. R. (2015). The Effect Of Intangible Asset, Financial Performance And Financial Policies On The Firm Value. *INTERNATIONAL JOURNAL OF SCIENTIFIC & TECHNOLOGY RESEARCH*, 4.
- Garanina, T., & Pavlova, Y. (2011). Intangible Asset and Value Creation of a Company: Russian and UK Evidence. *Proceedings of the 3rd European Conference on Intellectual Capital*.
- Grant, R. M. (1996). Toward a knowledge-based theory of the firm. *Strategic Management Journal*, 17(SUPPL. WINTER). <https://doi.org/10.1002/smj.4250171110>
- Guthrie, J., Ricceri, F., & Dumay, J. (2012). Reflections and projections: A decade of Intellectual Capital Accounting Research. *British Accounting Review*, 44(2). <https://doi.org/10.1016/j.bar.2012.03.004>
- Kasoga, P. S. (2020). Does investing in intellectual capital improve financial performance? Panel evidence from firms listed in Tanzania DSE. *Cogent Economics and Finance*, 8(1). <https://doi.org/10.1080/23322039.2020.1802815>
- Knight, D. J. (1999). Performance measures for increasing intellectual capital. In *Strategy & Leadership* (Vol. 27, Number 2). <https://doi.org/10.1108/eb054632>
- Komnencic, B., & Pokrajčić, D. (2012). Intellectual capital and corporate performance of MNCs in Serbia. *Journal of Intellectual Capital*, 13(1), 106–119. <https://doi.org/10.1108/14691931211196231>
- Kong, E. (2008). The development of strategic management in the non-profit context: Intellectual capital in social service non-profit organizations. *International Journal of Management Reviews*, 10(3). <https://doi.org/10.1111/j.1468-2370.2007.00224.x>
- Kong, E. (2010). Innovation processes in social enterprises: An IC perspective. *Journal of Intellectual Capital*, 11(2). <https://doi.org/10.1108/14691931011039660>

- Kong, E. (2015). A qualitative analysis of social intelligence in nonprofit organizations: external knowledge acquisition for human capital development, organizational learning and innovation. *Knowledge Management Research & Practice*, 13(4), 463–474. <https://doi.org/10.1057/KMRP.2013.63>
- Lakhdari, K., & Grine, A. (2026). Mapping the Impact of Intellectual Capital on Firm Financial Performance: A Comprehensive Bibliometric Analysis. *Studies in Systems, Decision and Control*, 612, 315–326. https://doi.org/10.1007/978-3-031-99466-1_30
- Lev, B. (2000). *Intangibles: Management, measurement, and reporting* (Rowman & Littlefield).
- Mazzi, F., Slack, R., Tsalavoutas, I., & Tsoligkas, F. (2022). Exploring investor views on accounting for R&D costs under IAS 38. *Journal of Accounting and Public Policy*, 41(2). <https://doi.org/10.1016/j.jaccpubpol.2022.106944>
- Miles, S. J., & Van Clieaf, M. (2017). Strategic fit: Key to growing enterprise value through organizational capital. *Business Horizons*, 60(1), 55–65. <https://doi.org/10.1016/j.bushor.2016.08.008>
- Mouritsen, J., Larsen, H. T., & Bukh, P. N. D. (2001). Intellectual capital and the “capable firm”: Narrating, visualising and numbering for managing knowledge. *Accounting, Organizations and Society*, 26(7–8). [https://doi.org/10.1016/S0361-3682\(01\)00022-8](https://doi.org/10.1016/S0361-3682(01)00022-8)
- Oberwallner, K., Pelger, C., & Sellhorn, T. (2021). Preparers’ Construction of Users’ Information Needs in Corporate Reporting: A Case Study. *European Accounting Review*, 30(5). <https://doi.org/10.1080/09638180.2021.1961596>
- O’connell, V., Abughazaleh, N., & Whelan, G. (2021). Financial Reporting as a Source of Innovation-Relevant Competitive Intelligence. *Journal of Open Innovation: Technology, Market, and Complexity*, 7(2), 117. <https://doi.org/10.3390/joitmc7020117>
- Petty, R., & Guthrie, J. (2000). Intellectual capital literature review :Measurement, reporting and management. In *Journal of Intellectual Capital* (Vol. 1, Number 2). <https://doi.org/10.1108/14691930010348731>
- Poh, L. T., Kilicman, A., & Ibrahim, S. N. I. (2018). On intellectual capital and financial performances of banks in Malaysia. *Cogent Economics and Finance*, 6(1). <https://doi.org/10.1080/23322039.2018.1453574>
- Sattes, L. (1999). *Réussite des petites et moyennes entreprises*. (Genève. Georg, Ed.).

- Shariq, S. Z. (1999). How does knowledge transform as it is transferred? Speculations on the possibility of a cognitive theory of knowledgescapes. *Journal of Knowledge Management*, 3(4). <https://doi.org/10.1108/13673279910303998>
- Sisodia, G., Jadiyahappa, N., & Joseph, A. (2021). The relationship between human capital and firm value: Evidence from Indian firms. *Cogent Economics and Finance*, 9(1). <https://doi.org/10.1080/23322039.2021.1954317>
- Smith, G. V., & Parr, R. L. (1994). *Valuation of intellectual property and intangible assets* (Second edition). Wiley.
- Stewart, T., & Ruckdeschel, C. (1998). Intellectual capital: The new wealth of organizations. *Performance Improvement*, 37(7). <https://doi.org/10.1002/pfi.4140370713>
- Sveiby, K.-E. (1997). *The New Organizational Wealth: Managing & Measuring Knowledge-Based Assets*. Berrett-Koehler Publishers.
- Teece, D. J., Pisano, G., & Shuen, A. (1997). Dynamic capabilities and strategic management. *Strategic Management Journal*, 18(7). [https://doi.org/10.1002/\(SICI\)1097-0266\(199708\)18:7<509::AID-SMJ882>3.0.CO;2-Z](https://doi.org/10.1002/(SICI)1097-0266(199708)18:7<509::AID-SMJ882>3.0.CO;2-Z)
- Wang, Z. (2025). Measurement and Reporting of Intellectual Capital. *Journal of Economic Insights*, 2(2), 52–65. <https://doi.org/10.70693/jei.v2i2.1362>
- Wright, P. M., McMahan, G. C., & McWilliams, A. (1994). Human resources and sustained competitive advantage: A resource-based perspective. *The International Journal of Human Resource Management*, 5(2). <https://doi.org/10.1080/09585199400000020>
- Xu, J., & Wang, B. (2018). Intellectual capital, financial performance and companies' sustainable growth: Evidence from the Korean manufacturing industry. *Sustainability (Switzerland)*, 10(12). <https://doi.org/10.3390/su10124651>
- Zambon, S. (2016). Ten years after: the past, the present and the future of scholarly investigation on intangibles and intellectual capital (IC). In *Journal of Intellectual Capital* (Vol. 17, Number 1). <https://doi.org/10.1108/JIC-11-2015-0093>
- Zéghal, D., & Maaloul, A. (2010). Analysing value added as an indicator of intellectual capital and its consequences on company performance. *Journal of Intellectual Capital*, 11(1), 39–60. <https://doi.org/10.1108/14691931011013325>
- Zhu, Z. (2008). Knowledge, knowing, knower: What is to be managed and does it matter? *Knowledge Management Research and Practice*, 6(2). <https://doi.org/10.1057/palgrave.kmrp.8500173>